

ASSEMBLÉE NATIONALE

4 décembre 2019

RELATIF À LA LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ET À L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE - (N° 2454)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 762

présenté par

M. Savignat, Mme Anthoine, Mme Bazin-Malgras, M. Boucard, M. Cattin, M. Fasquelle, Mme Kuster, M. Leclerc, Mme Louwagie, M. Ramadier, M. Viala, M. Hetzel et M. Reda

ARTICLE 8

Supprimer les alinéas 6 et 7.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La responsabilité élargie des producteurs peut s'exprimer via des éco-organismes, qui doivent constituer l'émanation des producteurs qu'ils représentent, assumer pleinement la responsabilité des décisions prises en leur seul nom et prendre des décisions dont certaines concernent directement ces producteurs.

Il apparaît néanmoins que certaines décisions importantes, susceptibles d'avoir un impact notamment sur les opérateurs de collecte et de gestion des déchets, peuvent parfois être prises sans concertation suffisante avec les acteurs concernés. En effet, le poids des éco-organismes sur les filières et le surdimensionnement des marchés tend à écarter les petites entreprises de ce secteur, qui se plaignent de la dureté de relations commerciales totalement déséquilibrées.

Ces situations génèrent pour ces acteurs économiques, un manque de visibilité sur le schéma industriel ainsi que des problématiques de cohérence des objectifs et de moyens, voire une absence de prise en compte des coûts associés à la mise en œuvre du schéma industriel.

Aussi, il apparaît nécessaire que les opérateurs de collecte et de gestion des déchets concernés par ces filières, qui prennent des risques liés aux investissements nécessaires à l'atteinte des objectifs de collecte et de recyclage, soient mieux impliqués dans ces structures via leur participation à des instances de dialogue.

La gouvernance des filières REP, au sens de la gestion des risques et de la maîtrise d'un schéma industriel commun, doit être mieux partagée et intégrer l'ensemble des parties prenantes dans une démarche RSE.

Le présent amendement a donc pour objet de rééquilibrer le fonctionnement des filières REP existantes via la formalisation d'un dialogue avec les parties prenantes et la mise en place de comités dédiés qui seraient bien distincts des conseils d'administration.